EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du lundi 6 octobre 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 31 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI - Nicolas ISNARD - Éric LE DISSES - Serge PEROTTINO - Laurent SIMON.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TCM-017-18515/25/BM

■ Résiliation de la convention d'occupation du domaine public avec la société Photovoltaïque Le 200 et la SEMM dans le cadre de l'appel à projet de production d'électricité photovoltaïque sur le site de l'usine de potabilisation d'eau de Sainte-Marthe à Marseille 140465

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° TCM-014-13869/23/BM du Bureau de la Métropole du 4 mai 2023, a été approuvée une convention d'occupation du domaine public sur une durée de 30 ans avec la société Photovoltaïque LE200 et la SEMM pour la production d'électricité photovoltaïque sur le site de l'usine de potabilisation de Sainte-Marthe à Marseille.

L'autorisation d'occupation du site de Sainte-Marthe concernait la création et l'exploitation durant 30 ans d'une centrale photovoltaïque sur la toiture du réservoir d'eau potable pour une valorisation de l'électricité en circuit court par la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), exploitant du réseau d'eau potable.

Depuis la signature de cette convention, plusieurs nouveaux éléments ont modifié notablement le contexte global du projet de centrale photovoltaïque et notamment, la nécessité de restructurer l'usine de potabilisation d'eau de Sainte-Marthe afin d'adapter le process aux enjeux futurs tant sur la qualité de l'eau que sur la fiabilisation des procédés.

La restructuration de l'ensemble de l'usine de potabilisation d'eau n'apparaît plus compatible avec l'exploitation sur 30 ans d'une centrale photovoltaïque exploitée par un tiers dans la mesure où le réservoir, support de la centrale photovoltaïque, pourrait être modifié à court terme.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole de résilier la convention tripartite d'occupation temporaire autorisant la société PHOTOVOLTAÏQUE LE 200 à occuper le domaine public pour la pose de panneaux photovoltaïques.

La résiliation de la convention implique le versement d'une indemnité par la Métropole à la société PHOTOVOLTAÏQUE LE 200, conformément à l'article 10.1 de la convention. Le montant de cette indemnité correspond à 2 années du bénéfice moyen raisonnablement prévisible, soit 16 470.46 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n° 22/313/D du 14 avril 2022 approuvant le lancement de l'Appel à Projet concernant la mise à disposition de toitures pour la production électricité photovoltaïque sur le site de Sainte-Marthe ;

- La délibération n° TCM-014-13869/23/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2023 approuvant la convention d'occupation du domaine public sur le site de l'usine de potabilisation d'eau de Sainte-Marthe à Marseille ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de résilier la convention tripartite d'occupation temporaire qui autorisait la société Photovoltaïque le 200 d'occuper le domaine public pour la pose de panneaux photovoltaïques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la résiliation de la convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public avec la société Photovoltaïque le 200 et la SEMM, pour le projet de production d'électricité photovoltaïque sur le site de l'usine de potabilisation d'eau de Sainte-Marthe, à compter du 15 septembre 2025.

Article 2 :

Cette résiliation convention donne lieu à une indemnisation de la société Photovoltaïque le 200 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, correspondant au bénéfice moyen raisonnablement prévisible dans la limite de deux années de bénéfice moyen sur la durée du contrat, soit un montant de 16 470.46 euros HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cette résiliation.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe eau de l'exercice 2025, en section de fonctionnement : chapitre 65, article budgétaire 65888.

Ces crédits relèvent de la politique « Services collectifs », de la sous-politique « Eau » et du programme « Eau » et seront exécutés par le service gestionnaire « 5DEZ1 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Eau - Assainissement - Pluvial

Roland GIBERTI